

Document

L'Irlande pourrait voir son PIB reculer de 4 % en 2009.

Le miracle irlandais était-il un mirage ? Après avoir atteint en moyenne 6,8 % par an entre 1998 et 2007, contre 2,3 % pour la zone euro, la croissance irlandaise pourrait connaître une année 2009 exécrable. Lundi 5 janvier, Brian Lenihan, le ministre de l'économie de ce pays qu'on appelait le "Tigre celtique", a jugé que l'activité "pourrait se contracter de quelque 4 % en 2009". L'Irlande a été le premier pays de la zone euro à être entré en récession, avec une baisse de son activité sur les deux premiers trimestres 2008.

Sa très forte dépendance à l'égard des secteurs financier et de la construction, qui représentaient chacun quelque 14 % de l'emploi fin 2007, en faisait la victime idéale. Ajoutez à ça des ménages très endettés - selon une étude de Natixis du 22 décembre 2008 sur "la fin du miracle irlandais", leur endettement est passé de 64 % à 153 % de leur revenu disponible brut entre 1998 et 2008 - et une économie très dépendante des Etats-Unis.

Le chômage, inférieur à 5 % depuis 2001, atteignait fin novembre 7,8 %. Les comptes publics se sont dégradés. En 2008, le déficit budgétaire devrait avoir dépassé les 7 % du produit intérieur brut (PIB), alors que le pacte de stabilité prévoit qu'il reste sous les 3 %. En 2009, il pourrait s'approcher des 8 % du PIB, alors que les finances irlandaises dégageaient encore un excédent de 0,5 % en 2007.

L'Irlande n'a aucune marge de manoeuvre. D'autant que la hausse de l'euro face à la livre sterling ne lui facilite pas la vie. Et que la politique d'assouplissement monétaire menée par la Banque centrale européenne (BCE) depuis octobre 2008 est venue trop tardivement pour Dublin. Qui plus est, note Natixis, "la manne européenne est asséchée" : l'Irlande ne fait plus partie des pays dont le niveau de richesse nationale par habitant justifie l'octroi des fonds de cohésion de la part de Bruxelles.

Le gouvernement de Brian Cowen s'est donné deux objectifs : sauver le système financier et rester attractif pour les entreprises. Dès octobre 2008, il a donc garanti l'intégralité des dépôts des banques présentes en Irlande, soit plus de 450 milliards d'euros. En décembre, il a décidé d'injecter 7,5 milliards d'euros dans trois établissements irlandais (Allied Irish Bank, Bank of Ireland et Anglo Irish Bank).

(LeMonde.fr 07.01)